

---

---

3rd Session, 50th Legislature,  
New Brunswick,  
34 Elizabeth II, 1985

---

---

---

---

3<sup>e</sup> session 50<sup>e</sup> Législature,  
Nouveau-Brunswick,  
34 Elizabeth II, 1985

---

---

**BILL**

**13**

**STATUTE LAW AMENDMENT ACT 1985**

**PROJET DE LOI**

**LOI DE 1985 PORTANT CORRECTION DE  
LOIS**

UNIVERSITY OF  
NEW BRUNSWICK

APR 18 1985

---

---

**HON. F.G. DUBÉ Q.C.**

---

---

---

---

**L'HON. F.G. DUBÉ C.R.**

---

---

## EXPLANATORY NOTES

### Section 1

- (1) A cross-reference is brought up to date.
- (2) References to the New Brunswick Medical Society and to the Nurses Association of New Brunswick are brought up to date.

### Section 2

A mis-spelling is corrected.

### Section 3

“Rules of Court” replaces “Rules of the Court”, and “Règles de la Cour” is changed to “Règles de procédure”.

### Section 4

- (1) A mis-spelling is corrected.
- (2) A reference to constables is removed, the Police Act having repealed the *Constables Act* and revoked all appointments as provincial constables.

### Section 5

The French version of the 1982 amendment wrongly used the word “crédit” as a point of reference in adding words. The amendment corrects this, with retroactive effect.

### Section 6

A reference to the “registered office” under the *Business Corporations Act* is added.

### Section 7

- (1)(a) “Board of Management” replaces “Treasury Board”.
- (b) “d” replaces “d’par”.
- (2) “Board of Management” replaces “Treasury Board”.

## NOTES EXPLICATIVES

### Article 1

- (1) Un renvoi est mis à jour.
- (2) Des renvois à l’Association des médecins du Nouveau-Brunswick et à la «*New Brunswick Association of Registered Nurses*» sont mis à jour.

### Article 2

Une faute d’orthographe est corrigée.

### Article 3

«Rules of the Court» et «Règles de la Cour» sont remplacés par «Rules of Court» et «Règles de procédure».

### Article 4

- (1) Une faute d’orthographe est corrigée.
- (2) Un renvoi à des constables est rayé, la *Loi sur les constables* ayant été abrogée par la *Loi sur la police*.

### Article 5

La mention dans la version française de la modification de 1982 de placer la modification après le mot «crédit» était incorrecte et la correction est faite avec effet rétroactif.

### Article 6

Un renvoi au «bureau enregistré» établi en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales*, est ajouté.

### Article 7

- (1)a) «Conseil de gestion» remplace «conseil du Trésor».
- b) «d’» remplace «d’par».

## Section 8

A cross-reference is updated.

## Section 9

(1) and (2) These amendments are consequential upon 1983 amendments to the *Expropriation Act*.

(3) A cross-reference is updated.

## Section 10

A mis-spelling is corrected.

## Section 11

A mis-spelling is corrected.

## Section 12

(1) A cross-reference is updated.

(2) "The Rules of Court" replaces "the Rules of the Court", and "les Règles de procédure" replaces "le règlement de la Cour.

## Section 13

A reference to "registered office" under the *Business Corporations Act* is added.

## Section 14

Section 268 of the *Motor Vehicle Act*, which required proof of gross negligence by a gratuitous passenger and to which this section related, was repealed effective August 13, 1981, with respect to accidents occurring on or after that date. With the repeal of section 268 of the *Motor Vehicle Act*, section 3 of the *Contributory Negligence Act* has no application to accidents occurring on or after August 13, 1981.

## Article 8

Un renvoi est mis à jour.

## Article 9

(1) et (2) Ces modifications découlent des modifications de 1983 à la *Loi sur l'expropriation*.

(3) Un renvoi est mis à jour.

## Article 10

Une faute d'orthographe est corrigée.

## Article 11

Une faute d'orthographe est corrigée.

## Article 12

(1) Un renvoi est mis à jour.

(2) «The Rules of Court» remplace «The Rules of the Court» et «les Règles de procédure» remplace «le règlement de la Cour».

## Article 13

Un renvoi au «bureau enregistré» prévu à la *Loi sur les corporations commerciales* est ajouté.

## Article 14

L'article 268 de la *Loi sur les véhicules à moteur* qui exigeait que soit établie par le passager à titre gratuit une négligence grossière et auquel le présent article se rattachait, a été abrogé en date du 13 août 1981. Cette abrogation ne s'appliquait qu'aux accidents survenant à cette date ou après. Une fois qu'a été abrogé cet article 268 de la *Loi sur les véhicules à moteur*, l'article 3 de la *Loi sur la négligence contributive*, ne devait plus s'appliquer aux accidents survenant le ou après le 13 août 1981.

## Section 15

A reference to constables is removed, the *Police Act* having repealed the *Constables Act* and revoked all appointments as provincial constables.

## Section 16

A reference to constables is removed, the *Police Act* having repealed the *Constables Act* and revoked all appointments as provincial constables.

## Section 17

A reference to constables is removed, the *Police Act* having repealed the *Constables Act* and revoked all appointments as provincial constables.

## Section 18

“Règles de la Cour” is changed to “Règles de procédure”.

## Section 19

References to constables are removed, the *Police Act* having repealed the *Constables Act* and revoked all appointments as provincial constables.

## Section 20

The Milk Marketing Board is given its French name, and in paragraph (l)(c) a mis-spelling is corrected.

## Section 21

A mis-spelling is corrected.

## Section 22

This amendment is consequential upon 1983 amendments to the *Expropriation Act*.

## Article 15

Un renvoi à des constables est rayé, la *Loi sur les constables* ayant été abrogée par la *Loi sur la police* et toutes les nominations à titre de constables provinciaux ont alors été révoquées.

## Article 16

Un renvoi à des constables est rayé, la *Loi sur les constables* ayant été abrogée par la *Loi sur la police* et toutes les nominations à titre de constables provinciaux ont alors été révoquées.

## Article 17

Un renvoi à des constables est rayé, la *Loi sur les constables* ayant été abrogée par la *Loi sur la police* et toutes les nominations à titre de constables provinciaux ont alors été révoquées.

## Article 18

«Règles de procédure» remplace «Règles de la Cour».

## Article 19

Un renvoi à des constables est rayé, la *Loi sur les constables* ayant été abrogée par la *Loi sur la police* et toutes les nominations à titre de constables provinciaux ont alors été révoquées.

## Article 20

Le Milk Marketing Board porte maintenant un nom français.

## Article 21

Une faute d'orthographe est corrigée.

## Article 22

Cette modification découle des modifications de 1983 à la *Loi sur l'expropriation*.

### Section 23

A cross-reference is updated.

### Section 24

“Règles de la Cour” is changed to “Règles de Procédure”.

### Section 25

A cross-reference is updated and a mis-spelling in the English version is corrected.

### Section 26

(1) and (2) This amendment is consequential upon the 1982 enactment of a new *Parks Act*.

### Section 27

Words inadvertently omitted are added. The provision will be consistent with similar provisions in the *Industrial Relations Act*.

### Section 28

A reference to constables is removed, the *Police Act* having repealed the *Constables Act* and revoked all appointments as provincial constables.

### Section 29

A reference to constables is removed, the *Police Act* having repealed the *Constables Act* and revoked all appointments as provincial constables.

### Section 30

The amendments are consequential upon 1983 amendments to the *Expropriation Act*.

### Section 31

An error in numbering is corrected.

### Article 23

Un renvoi est mis à jour.

### Article 24

«Règles de la Cour» devient «Règles de procédure».

### Article 25

Un renvoi est mis à jour et une faute d'orthographe est corrigée.

### Article 26

(1) et (2) Ces modifications découlent de l'adoption de la nouvelle *Loi sur les parcs*.

### Article 27

Des mots omis par inadvertance sont ajoutés. Cette disposition ressemblera maintenant à des dispositions semblables de la *Loi sur les relations industrielles*.

### Article 28

Un renvoi à des constables est rayé, la *Loi sur les constables* ayant été abrogée par la *Loi sur la police* et toutes les nominations à titre de constables provinciaux ont alors été révoquées.

### Article 29

Un renvoi à des constables est rayé, la *Loi sur les constables* ayant été abrogée par la *Loi sur la police* et toutes les nominations à titre de constables provinciaux ont alors été révoquées.

### Article 30

Cette modification découle des modifications de 1983 à la *Loi sur l'expropriation*.

### Article 31

Une erreur de numérotation est corrigée.

### Section 32

(1) and (2) References to constables are removed, the *Police Act* having repealed the *Constables Act* and revoked all appointments as provincial constables.

(3) “Minister of Labour and Human Resources” replaces “Minister of Labour”.

### Section 33

A cross-reference is updated.

### Section 34

A reference to constables is removed, the *Police Act* having repealed the *Constables Act* and revoked all appointments as provincial constables.

### Section 35

(1) References to parentage are added as a consequence upon the enactment of parentage provisions in the *Family Services Act*.

(2) “Règles de procédure” replaces “Règles de la Cour”.

### Section 36

“Règles de procédure” replaces “Règles de la Cour”.

### Section 37

(1) “Règles de procédure” replaces “Règles de la Cour”.

(2) A mis-spelling is corrected.

### Section 38

(1) A cross-reference is updated.

(2) A reference to notice under subparagraph 69(1)(e)(ii), which notice provision was added in an amendment to the *Liquor Control Act* in 1984, is added.

### Article 32

(1) et (2) Des renvois à des constables sont rayés, la *Loi sur les constables* ayant été abrogée par la *Loi sur la police* et toutes les nominations à titre de constables provinciaux ont alors été révoquées.

(3) «ministre du Travail et des Ressources humaines» remplace «ministre du Travail».

### Article 33

Un renvoi est mis à jour.

### Article 34

Un renvoi à des constables est rayé, la *Loi sur les constables* ayant été abrogée par la *Loi sur la police* et toutes les nominations à titre de constables provinciaux ont alors été révoquées.

### Article 35

(1) Des renvois à la filiation sont ajoutés à la suite de modification à ce sujet à la *Loi sur les services à la famille*.

(2) «Règles de procédure» remplace «Règles de la Cour».

### Article 36

«Règles de procédure» remplace «Règles de la Cour».

### Article 37

(1) «Règles de procédure» remplace «Règles de la Cour».

(2) Une faute d'orthographe est corrigée.

### Article 38

(1) Un renvoi est mis à jour.

(2) Un renvoi à un avis en vertu du sous-alinéa 69(1)e)(ii) qui a été ajouté lors d'une modification à la *Loi sur la réglementation des alcools* en 1984 est ajouté.

### **Statute Law Amendment Act 1985**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

#### **ADVANCED LIFE SUPPORT SERVICES ACT**

1(1) *Subsection 4(3) of the Advanced Life Support Services Act, chapter A-3.01 of the Acts of New Brunswick, 1976, is amended by striking out the words "An Act Respecting the Medical Profession, chapter 74 of the Statutes of New Brunswick, 1958," where they appear therein and substituting therefor the words "the Medical Act, chapter 87 of the Acts of New Brunswick, 1981,".*

1(2) *Subsection 5(2) of the said Act is amended*

(a) *by striking out the words "l'Association des médecins du Nouveau-Brunswick" where they appear in the French version thereof and substituting therefor the words "la Société médicale du Nouveau-Brunswick";*

(b) *by striking out the words "the New Brunswick Association of Registered Nurses" where they appear therein and substituting therefor the words "the Nurses Association of New Brunswick".*

### **Loi de 1985 portant correction de lois**

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète:

#### **LOI SUR LES SERVICES DE RÉANIMATION D'URGENCE**

1(1) *Le paragraphe 4(3) de la Loi sur les services de réanimation d'urgence, chapitre A-3.01 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1976, est modifié par la suppression des mots «loi intitulée «An Act Respecting the Medical Profession», chapitre 74 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1958», et leur remplacement par les mots «Loi médicale, chapitre 87 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1981,».*

1(2) *Le paragraphe 5(2) de cette loi est modifié*

a) *par la suppression, dans la version française, des mots «l'Association des médecins du Nouveau-Brunswick» et leur remplacement par les mots «la Société médicale du Nouveau-Brunswick»;*

b) *par la suppression des mots «l'Association des infirmières immatriculées du Nouveau-Brunswick», et leur remplacement par les mots «l'Association des infirmières et infirmiers du Nouveau-Brunswick».*

## AGRICULTURAL ASSOCIATIONS ACT

2 *Subparagraph 3(a)(iii) of the English version of the Agricultural Associations Act, chapter A-5 of the Revised Statutes, 1973, is amended by striking out the word "farmer" where it appears therein and substituting therefor the word "farmers".*

## ARBITRATION ACT

3(1) *Section 1 of the Arbitration Act, chapter A-10 of the Revised Statutes, 1973, is amended by repealing the definition "Rules of the Court" and substituting therefor the following:*

"Rules of Court" means the Rules of Court made under the *Judicature Act*;

3(2) *Subsections 19(1) and 21(1) of the French version of the said Act are amended by striking out the words "Règles de la Cour" where they appear therein and substituting therefor the words "Règles de procédure".*

## ARREST AND EXAMINATIONS ACT

4(1) *Subsection 29.1(3) of the English version of the Arrest and Examinations Act, chapter A-12 of the Revised Statutes, 1973, is amended by striking out the word "then" where it appears therein and substituting therefor the word "than".*

4(2) *Subsection 46(6) of the said Act is amended by striking out the words "sheriff, constable, jailer" where they appear therein and substituting therefor the words "sheriff, jailer".*

## ASSESSMENT ACT

5(1) *Paragraph 1(d) of the French version of An Act to Amend the Assessment Act, chapter 7 of the Acts of New Brunswick, 1982, is amended by striking out the words "avant la définition "crédit"" where they appear therein and substituting therefor the words "après la définition "biens réels".*

## LOI SUR LES ASSOCIATIONS AGRICOLES

2 *Le sous-alinéa 3a)iii) de la version anglaise de la Loi sur les associations agricoles, chapitre A-5 des Lois révisées de 1973, est modifié par la suppression du mot «farmer» et son remplacement par le mot «farmers».*

## LOI SUR L'ARBITRAGE

3(1) *L'article 1 de la Loi sur l'arbitrage, chapitre A-10 des Lois révisées de 1973, est modifié par l'abrogation de la définition «Règles de la Cour» et son remplacement par ce qui suit:*

«Règles de procédure» désigne les Règles de procédure établies en vertu de la *Loi sur l'organisation judiciaire*;

3(2) *La version française des paragraphes 19(1) et 21(1) de cette loi est modifiée par la suppression des mots «Règles de la Cour» et leur remplacement par les mots «Règles de procédure».*

## LOI SUR LES ARRESTATIONS ET LES INTERROGATOIRES

4(1) *Le paragraphe 29.1(3) de la version anglaise de la Loi sur les arrestations et les interrogatoires, chapitre A-12 des Lois révisées de 1973, est modifié par la suppression du mot «then» et son remplacement par le mot «than».*

4(2) *Le paragraphe 46(6) de cette loi est modifié par la suppression des mots «shérif, constable, directeur de prison» et leur remplacement par les mots «shérif, directeur de prison».*

## LOI SUR L'ÉVALUATION

5(1) *L'alinéa (1)d) de la version française de la Loi modifiant la Loi sur l'évaluation, chapitre 7 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1982, est modifié par la suppression des mots «avant la définition «crédit» et leur remplacement par les mots «après la définition «biens réels».*



5(2) *The amendment effected by subsection (1) shall be deemed to have been enacted on June 18, 1982, to have come into force on January 1, 1983, and to have been in force when An Act to Amend the Assessment Act, chapter 12 of the Acts of New Brunswick, 1983, came into force.*

#### ASSIGNMENT OF BOOK DEBTS ACT

6 *Section 1 of the Assignment of Book Debts Act, chapter A-15 of the Revised Statutes, 1973, is amended by adding immediately after the words "Companies Act" where they appear in the definition "registered office" a comma followed by the words "or, in a case to which the Business Corporations Act applies, registered office as defined in subsection 1(1) or section 193 of that Act".*

#### AUDITOR GENERAL ACT

7(1) *Section 4 of the Auditor General Act, chapter A-17.1 of the Acts of New Brunswick, 1981, is amended*

(a) *by striking out the words "Treasury Board" where they appear in subsection (8) thereof and substituting therefor the words "Board of Management";*

(b) *by striking out "d'par un" where it appears in subsection (12) of the French version thereof and substituting therefor "d'un".*

7(2) *Subsection 14(2) of the said Act is amended by striking out the words "Treasury Board" where they appear therein and substituting therefor the words "Board of Management".*

#### BILLS OF SALE ACT

8 *Section 1 of the Bills of Sale Act, chapter B-3 of the Revised Statutes, 1973, is amended by repealing paragraph (b) of the definition "mortgage" and substituting therefor the following:*

5(2) *La modification effectuée par le paragraphe (1) est réputée avoir été adoptée le 18 juin 1982, être entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1983 et avoir été en vigueur lorsque la Loi modifiant la Loi sur l'évaluation, chapitre 12 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1976 est entrée en vigueur.*

#### LOI SUR LES CESSIONS DE CRÉANCES COMPTABLES

6 *La définition «siège enregistré» à l'article 1 de la Loi sur les cessions de créances comptables, chapitre A-15 des Lois révisées de 1973, est modifié par l'adjonction après les mots «Loi sur les compagnies» des mots «ou, lorsque la Loi sur les corporations commerciales s'applique, le bureau enregistré tel que défini au paragraphe 1(1) ou à l'article 193 de cette loi».*

#### LOI SUR LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

7(1) *L'article 4 de la Loi sur le vérificateur général, chapitre A-17.1 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1981, est modifié*

a) *par la suppression au paragraphe (8) des mots «conseil du Trésor» et leur remplacement par les mots «Conseil de gestion»;*

b) *par la suppression de «d' par un» et leur remplacement par «d'un».*

7(2) *Le paragraphe 14(2) de cette loi est modifié par la suppression des mots «conseil du Trésor» et leur remplacement par les mots «Conseil de gestion».*

#### LOI SUR LES ACTES DE VENTE

8 *La définition «hypothèque» à l'article 1 de la Loi sur les actes de vente, chapitre B-3 des Lois révisées de 1973, est modifiée par l'abrogation de l'alinéa b) et son remplacement par ce qui suit:*

(b) security taken by a bank under

(i) section 88 of the *Bank Act*, chapter B-1 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or

(ii) section 178 of the *Bank Act*, as enacted by section 2 of the *Banks and Banking Law Revision Act, 1980*, chapter 40 of the Statutes of Canada, 1980-81-82-83, or

### BITUMINOUS SHALE ACT

9(1) *Subsections 10(3) and (4) of the Bituminous Shale Act, chapter B-4.1 of the Acts of New Brunswick, 1976, are amended by striking out the words "by the Property Compensation Board established under the Expropriation Act" where they appear therein and substituting therefor the words "by The Court of Queen's Bench of New Brunswick or any judge thereof acting under Part II of the Expropriation Act".*

9(2) *Subsection 11(4) of the said Act is amended by striking out the words "the Property Compensation Board established under the Expropriation Act" where they appear therein and substituting therefor the words "The Court of Queen's Bench of New Brunswick or any judge thereof acting under Part II of the Expropriation Act".*

9(3) *Subsection 29(7) of the said Act is amended by striking out the words "section 82 of the Bank Act, R.S.C. 1970, c. B-1" where they appear therein and substituting therefor the words "section 177 of the Bank Act, as enacted by section 2 of the Banks and Banking Law Revision Act, 1980, chapter 40 of the Statutes of Canada, 1980-81-82-83".*

b) une garantie prise par une banque en vertu

(i) de l'article 88 de la *Loi sur les banques*, chapitre B-1 des Statuts révisés du Canada de 1970, ou

(ii) de l'article 178 de la *Loi sur les banques* telle qu'adoptée par l'article 2 de la Loi de 1980 remaniant la législation bancaire, chapitre 40 des Statuts du Canada 1980-81-82-83, ou

### LOI SUR LES SCHISTES BITUMINEUX

9(1) *Les paragraphes 10(3) et 10(4) de la Loi sur les schistes bitumineux, chapitre B-4.1 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1976, sont modifiés par la suppression des mots «par l'Office d'indemnisation des biens créé en vertu de la Loi sur l'expropriation» et leur remplacement par les mots «par la Cour du Banc de la Reine ou un de ses juges agissant en vertu de la Partie II de la Loi sur l'expropriation».*

9(2) *Le paragraphe 11(4) de cette loi est modifié par la suppression des mots «l'Office d'indemnisation des biens créé en vertu de la Loi sur l'expropriation» et leur remplacement par les mots «la Cour du Banc de la Reine ou un de ses juges agissant en vertu de la Partie II de la Loi sur l'expropriation».*

9(3) *Le paragraphe 29(7) de cette loi est modifié par la suppression des mots «l'article 82 de la Loi sur les banques, chapitre B-1 des Statuts révisés du Canada de 1970», et leur remplacement par les mots «l'article 177 de la Loi sur les banques telle qu'adoptée par l'article 2 de la Loi de 1980 remaniant la législation bancaire, chapitre 40 des Statuts du Canada de 1980 - 81 - 82 - 83».*

## CHARITABLE GRANTS ACT

10 *Subsection 8(2) of the English version of the Charitable Grants Act, chapter C-2.01 of the Acts of New Brunswick, 1983, is amended by striking out the word "questionned" where it appears therein and substituting therefor the word "questioned".*

## CLEAN ENVIRONMENT ACT

11 *Section 6 of the English version of An Act to Amend the Clean Environment Act, chapter 17 of the Acts of New Brunswick, 1983, is amended by striking out the word "assesment" where it appears in subparagraph 31.1(2)(n)(i) as enacted therein and substituting therefor the word "assessment".*

## COMPANIES ACT

12(1) *Subsection 42.1(1) of the Companies Act, chapter C-13 of the Revised Statutes, 1973, is amended by striking out the words "Partnerships Registration Act" where they appear therein and substituting therefor the words "Partnerships and Business Names Registration Act".*

12(2) *Subsection 181(6) of the said Act is amended by striking out the words "the Rules of the Court" where they appear therein and substituting therefore the words "the Rules of Court".*

## CONDITIONAL SALES ACT

13 *Section 1 of the Conditional Sales Act, chapter C-15 of the Revised Statutes, 1973, is amended by adding immediately after the words "Companies Act" where they appear in the definition "registered office" a comma followed by the words "or, in a case to which the Business Corporations Act applies, registered office as defined in subsection 1(1) or section 193 of that Act".*

## LOI SUR LES SUBVENTIONS DE CHARITÉ

10 *Le paragraphe 8(2) de la version anglaise de la Loi sur les subventions de charité, chapitre C-2.01 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1983, est modifié par la suppression du mot «questionned» et son remplacement par le mot «questioned».*

## LOI SUR L'ASSAINISSEMENT DE L'ENVIRONNEMENT

11 *L'article 6 de la version anglaise de la Loi modifiant la Loi sur l'assainissement de l'environnement, chapitre 17 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1983, est modifié par la suppression du mot «assesment» au sous-alinéa 31.1(2)n)(i) alors adopté et son remplacement par le mot «assessment».*

## LOI SUR LES COMPAGNIES

12(1) *Le paragraphe 42.1(1) de la Loi sur les compagnies, chapitre C-13 des Lois révisées de 1973, est modifié en supprimant les mots «Loi sur l'enregistrement des sociétés en nom collectif» et leur remplacement par les mots «Loi sur l'enregistrement des sociétés en nom collectif et des raisons sociales».*

12(2) *Le paragraphe 181(6) de cette loi est modifié par la suppression des mots «le règlement de la Cour» et leur remplacement par les mots «les Règles de procédure».*

## LOI SUR LES VENTES CONDITIONNELLES

13 *La définition «siège enregistré» à l'article 1 de la Loi sur les ventes conditionnelles, chapitre C-15 des Lois révisées de 1973, est modifié par l'adjonction après les mots «Lois sur les compagnies» des mots «ou, lorsque la Loi sur les corporations commerciales s'applique, le bureau enregistré tel que défini au paragraphe 1(1) ou à l'article 193 de cette loi».*

## CONTRIBUTORY NEGLIGENCE ACT

14(1) *Section 3 of the Contributory Negligence Act, chapter C-19 of the Revised Statutes, 1973, is repealed.*

14(2) *Subsection (1) applies to accidents occurring on or after August 13, 1981.*

## CONTROVERTED ELECTIONS ACT

15 *Section 53 of the Controverted Elections Act, chapter C-21 of the Revised Statutes, 1973, is amended by striking out the words "directed to the sheriff, and to all constables and officers of the peace" where they appear therein and substituting therefor the words "directed to the sheriff and to all officers of the peace".*

## CORRECTIONS ACT

16 *Subsection 14(2) of the Corrections Act, chapter C-26 of the Revised Statutes, 1973, is amended by striking out the words "deputy sheriffs, constables or other peace officers" where they appear therein and substituting therefor the words "deputy sheriffs or other peace officers".*

## CORRUPT PRACTICES INQUIRIES ACT

17 *Subsection 17(1) of the Corrupt Practices Inquiries Act, chapter C-27 of the Revised Statutes, 1973, is amended by striking out the words "Sheriffs, police officers, and constables" where they appear therein and substituting therefor the words "Sheriffs and police officers".*

## COURT REPORTERS ACT

18 *Subsection 9(2) of the French version of the Court Reporters Act, chapter C-30.1 of the Revised Statutes, 1973, is amended by striking out the words "Règles de la Cour" where they appear therein and substituting therefor the words "Règles de procédure".*

## LOI SUR LA NÉGLIGENCE CONTRIBUTIVE

14(1) *L'article 3 de la Loi sur la négligence contributive, chapitre C-19 des Lois révisées de 1973, est abrogé.*

14(2) *Le paragraphe (1) s'applique aux accidents survenus le ou après le 13 août 1981.*

## LOI SUR LES CONTESTATIONS D'ÉLECTIONS

15 *L'article 53 de la Loi sur les contestations d'élections, chapitre C-21 des Lois révisées de 1973, est modifié par la suppression des mots «peut s'adresser au shérif, et à tous les constables et agents de la paix» et leur remplacement par les mots «peut s'adresser au shérif et à tous les agents de la paix».*

## LOI SUR LES SERVICES CORRECTIONNELS

16 *Le paragraphe 14(2) de la Loi sur les services correctionnels, chapitre C-26 des Lois révisées du Nouveau-Brunswick de 1973, est modifié par la suppression des mots «shérifs-suppléants, constables ou autres agents de la paix» et leur remplacement par les mots «shérifs-suppléants ou autres agents de la paix».*

## LOI RELATIVE AUX ENQUÊTES SUR LES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

17 *Le paragraphe 17(1) de la Loi relative aux enquêtes sur les manoeuvres frauduleuses, chapitre C-27 des Lois révisées de 1973, est modifié par la suppression des mots «les shérifs, agents de police et constables» et leur remplacement par les mots «les shérifs et les agents de police».*

## LOI SUR LES STÉNOGRAPHES JUDICIAIRES

18 *Le paragraphe 9(2) de la version française de la Loi sur les sténographes judiciaires, chapitre C-30.1 des Lois révisées de 1973, est modifié par la suppression des mots «Règles de la Cour» et leur remplacement par les mots «Règles de procédure».*

## CREDITORS RELIEF ACT

**19** *Section 22 of the Creditors Relief Act, chapter C-33 of the Revised Statutes, 1973, is amended*

*(a) by repealing subsection (1) thereof and substituting therefor the following:*

**22(1)** If the sheriff does not find property of a debtor leviable under executions and claims in his hands sufficient to pay the same in full, and the sheriff finds goods and chattels in the hands of an officer of an inferior court, under a writ of execution against the debtor, the sheriff shall demand and obtain the goods and chattels from such officer, who shall forthwith deliver the same to the sheriff with a copy of every writ of execution in his hands against the debtor, and a memorandum showing the amount to be levied thereunder, including the fees of such officer, so far as proceedings have been taken by him, and showing the date upon which each process was received by him.

*(b) by repealing subsection (2) thereof and substituting, therefor the following:*

**22(2)** If the officer referred to in subsection (1) fails to deliver any of the goods, he shall pay double the value of the property retained, such double value to be received from such officer, with costs of suit and to be by the sheriff accounted for as part of the estate of the debtor.

*(c) by repealing subsection (3) thereof and substituting therefor the following:*

**22(3)** Costs and disbursements of the officer referred to in subsection (1) shall be a first charge on the goods and chattels received from him.

## LOI SUR LE DÉSINTÉRESSEMENT DES CRÉANCIERS

**19** *L'article 22 de la Loi sur le désintéressement des créanciers, chapitre C-33 des Lois révisées de 1973 est modifié*

*a) par l'abrogation du paragraphe (1) et son remplacement par ce qui suit:*

**22(1)** Si le shérif ne trouve pas des biens d'un débiteur susceptibles d'être saisis pour satisfaire intégralement les brefs d'exécution et demandes qu'il a entre ses mains, mais qu'il trouve des biens personnels entre les mains de tout autre auxiliaire d'une cour inférieure saisis en vertu d'un bref d'exécution délivré contre le débiteur, le shérif doit exiger et obtenir les biens personnels de cet autre auxiliaire, qui doit immédiatement les remettre au shérif et y joindre une copie de chaque bref d'exécution qu'il a contre le débiteur ainsi qu'un bordereau indiquant les sommes à prélever en vertu de ces brefs, mentionnant également les honoraires de cet autre auxiliaire s'il a engagé lui-même des procédures et indiquant la date à laquelle il a reçu chaque acte de procédure.

*b) par l'abrogation du paragraphe (2) et son remplacement par ce qui suit:*

**22(2)** Si l'auxiliaire omet de remettre l'un des biens, il doit payer le double de la valeur du bien retenu; cette somme sera recouvrée de cet autre auxiliaire avec les frais de la poursuite et sera incluse par le shérif dans l'actif du débiteur.

*c) par l'abrogation du paragraphe (3) et son remplacement par ce qui suit:*

**22(3)** Les frais et débours de l'auxiliaire mentionné au paragraphe (1) constituent une charge de premier rang sur les biens personnels que le shérif a reçu d'eux.

## DAIRY PRODUCTS ACT

20(1) *Section 3 of the Dairy Products Act, chapter D-2 of the Revised Statutes, 1973, is amended*

(a) *by striking out the words "le New Brunswick Milk Marketing Board" where they appear in paragraph (1)(a) of the French version thereof and substituting therefor the words "l'Office de commercialisation du lait du Nouveau-Brunswick";*

(b) *by striking out the words "du New Brunswick Milk Marketing Board" and "le New Brunswick Milk Marketing Board" where they appear in subsection (4) of the French version thereof and substituting therefor the words "de l'Office de commercialisation du lait du Nouveau-Brunswick" and "l'Office de commercialisation du lait du Nouveau-Brunswick" respectively;*

(c) *by striking out the word "filed" where it appears in subsection (9) of the English version thereof and substituting therefor the word "filled".*

20(2) *Section 17 of the French version of the said Act is amended*

(a) *by striking out the words "du New Brunswick Milk Marketing Board" wherever they appear in subsection (1) thereof and substituting therefor the words "de l'Office de commercialisation du lait du Nouveau-Brunswick";*

(b) *by striking out the words "au New Brunswick Milk Marketing Board" where they appear in subsection (2) thereof and substituting therefor the words "à l'Office de commercialisation du lait du Nouveau-Brunswick".*

20(3) *Subsection 32(4) of the French version of the said Act is amended by striking out the words "Le New Brunswick Milk Marketing Board" where they appear therein and substituting therefor the words "L'Office de commercialisation du lait du Nouveau-Brunswick".*

## LOI SUR LES PRODUITS LAITIERS

20(1) *L'article 3 de la Loi sur les produits laitiers, chapitre D-2 des Lois révisées de 1973, est modifié*

a) *par la suppression à l'alinéa (1)a) de la version française des mots «le New Brunswick Milk Marketing Board» et leur remplacement par les mots «l'Office de commercialisation du lait du Nouveau-Brunswick»;*

b) *par la suppression au paragraphe (4) de la version française des mots «du New Brunswick Milk Marketing Board» et «le New Brunswick Milk Marketing Board» et leur remplacement par les mots «de l'Office de commercialisation du lait du Nouveau-Brunswick» et «l'Office de commercialisation du lait du Nouveau-Brunswick» respectivement;*

c) *par la suppression du mot «filed» au paragraphe (a) de la version anglaise et son remplacement par le mot «filled».*

20(2) *La version française de l'article 17 de cette loi est modifié*

a) *par la suppression au paragraphe (1) des mots «du New Brunswick Milk Marketing Board» et leur remplacement par les mots «de l'Office de commercialisation du lait du Nouveau-Brunswick»;*

b) *par la suppression au paragraphe (2) des mots «au New Brunswick Milk Marketing Board» et leur remplacement par les mots «à l'Office de commercialisation du lait du Nouveau-Brunswick».*

20(3) *Le paragraphe 32(4) de la version française de cette loi est modifié par la suppression des mots «Le New Brunswick Milk Marketing Board» et leur remplacement par les mots «L'Office de commercialisation du lait du Nouveau-Brunswick».*